

*Les crédits*

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je pourrais demander le consentement unanime. Si la Chambre donne un consentement unanime, je permettrai à la députée de répondre.

Il reste encore un bon nombre d'orateurs. J'espère que personne ne se plaindra à 16 heures. La députée de Calgary-Sud-Ouest a la parole.

**Mme Sparrow:** Monsieur le Président, je tiens à remercier mes collègues de la Chambre. Pour ce qui concerne la question du député du NPD relativement à la réduction de plus de 3 milliards en Ontario, je dois dire que c'est entièrement faux.

J'aimerais dire qu'effectivement nous avons établi un plafond pour le Régime d'assistance publique du Canada, mais que l'Ontario a profité d'une augmentation d'environ 6 p. 100 au chapitre de ce programme. Le plafond a été fixé à 5 p. 100 d'augmentation à chaque année par rapport à l'année précédente; nous surveillons donc de très près nos dépenses. Peut-être que l'Ontario devrait analyser ses propres programmes en matière de services sociaux.

Quant à la violence familiale et au mauvais traitement des enfants, personne ici dans cette Chambre ne peut accepter qu'un enfant soit abusé sexuellement. Nous avons consacré des fonds à ce problème et nous travaillons en collaboration avec le groupe de travail spécial.

En conclusion, j'aimerais déclarer que nous avons déboursé d'énormes sommes d'argent et que nous travaillons avec tous les organismes. Nous collaborons avec tous les gouvernements de tous les niveaux et nous accueillons avec plaisir toute aide qui peut nous être offerte. Certains diront qu'il s'agit d'une responsabilité provinciale, mais nous croyons que c'est une responsabilité universelle.

**M. Mills:** Monsieur le Président, la députée, en sa capacité de secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a parlé dans une partie de son discours de la violence faite aux femmes et aux enfants et du fait que le gouvernement avait récemment nommé Rix Rogers.

Je me demandais s'il ne lui serait pas possible de prévoir une séance d'information organisée par cette section du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Personnellement, j'aimerais qu'elle utilise ses bons offices pour essayer de m'obtenir une telle séance.

**Mme Sparrow:** Monsieur le Président, je serais heureuse d'organiser une séance d'information pour tout député et même tout sénateur que cela intéresserait ou qui voudrait faire des suggestions en ce qui concerne les sévices sexuels et les mauvais traitements aux enfants. Je vous en reparlerai dans quelques jours.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je pense qu'il y a un danger dans ce débat. En tant que députés de l'Ontario nous risquons de faire croire que nous nous préoccupons seulement des problèmes économiques de notre province ou de notre ville.

Tous les Canadiens doivent savoir que si le débat d'aujourd'hui porte plus particulièrement sur l'Ontario et Toronto, nous nous inquiétons tous de la situation dans toutes les régions du pays. Comme le faisait si bien remarquer le député de Calgary-Sud-Ouest dans ses observations préliminaires, l'Ontario avait toujours été une province bénéficiant d'une excellente santé économique.

Nous qui venons de Toronto ressentons une grande détresse économique, pour la première fois en ce qui me concerne. Je pense que si nous pouvons reprendre confiance et retrouver notre goût du risque et notre esprit d'entreprise — actuellement latent, mais qui ne demande qu'à être réactivé —, alors ce sera pour le plus grand bien non seulement des habitants de l'Ontario, mais aussi de toutes les régions du Canada.

Ne vous y trompez pas, les Ontariens ont toujours partagé leurs richesses et leurs ressources avec les autres régions du pays. Nous le faisons avec joie et générosité et cela continuera à condition que nous trouvions un moyen de relancer notre économie.

Ce matin, j'avais la visite d'un groupe d'élèves de l'école Earl Grey de ma circonscription et j'ai pris le petit déjeuner avec eux à l'hôtel Holiday Inn, sur la rue Dalhousie. Le ministre de Brampton sourit, mais il y a une expression: «La vérité sort de la bouche des enfants.»

**M. McDermid:** J'ai déjà vu cela.

**M. Mills:** Je tiens à souligner au ministre que cela se passait à huit heures du matin, et non du soir. C'est très différent.

Plutôt que de parler à l'ensemble des étudiants, je suis allé les rencontrer individuellement, et je leur ai dit que j'en glisserais un mot à la Chambre aujourd'hui. J'ai demandé à chacun d'eux ce qui les préoccupait et de quoi